



Le tournant turc de Poutine

Arta Seiti | Chercheur, balkanologue.

Dans un contexte géopolitique marqué par des tensions persistantes entre le bloc occidental, États-Unis et Union européenne (UE) face à la Russie, le projet *South Stream* tel qu'il avait été conçu dans une période antérieure à la crise ukrainienne est devenu l'un des enjeux de la crispation observée durant l'année 2014.

Chacun s'en souvient, les sanctions économiques avaient été l'occasion pour Bruxelles d'émettre en direction des États-membres de l'UE ou candidats de nouvelles conditions relatives à la mise en œuvre de *South Stream* au motif de mettre les accords nationaux contractés avec Gazprom antérieurement aux nouvelles règles européennes, en conformité avec les dispositions du paquet énergie. Il en résulta notamment en Bulgarie le gel d'un projet de gazoduc qui constituait pour certains États, à l'instar de la Serbie, une opportunité quant à leur développement économique. Nul doute que le dossier énergétique est un enjeu sous-jacent de la confrontation actuelle avec Moscou.

Pour autant, on était en droit de penser que l'Union européenne veillerait à ne jamais rompre définitivement les ponts avec Moscou, en raison précisément de ses besoins énergétiques. Une diversification des fournisseurs apparaissait certes envisageable, voire bienvenue, mais sans jamais impliquer une remise en cause définitive et totale du partenariat avec Gazprom. On pouvait miser à cet égard sur le fait qu'un certain nombre d'entreprises françaises, italiennes et allemandes étaient entrées dans le capital du géant gazier et que l'Allemagne saurait faire prévaloir dans le sens de son intérêt bien compris un certain pragmatisme.

Pour autant la complexité des mécanismes décisionnels de l'Union européenne conjuguée à la prééminence de la Commission sur cet enjeu ainsi que la poursuite d'une politique de sanctions ciblées sur la Russie a fortement contribué à envenimer ce dossier.

Un changement majeur d'axe géopolitique en cohérence avec l'option eurasiatique

Tel est le sens du tournant géopolitique qui est en passe de se dessiner. Si la Russie a rejeté définitivement le projet de *South Stream*, ce sera pour mieux se positionner en direction de la Turquie et de l'Asie. À ce tableau s'ajoute le fait que la Turquie évoquait en 2013 son adhésion possible au « *Shanghai five* » –



l'Organisation de Coopération de Shanghai (regroupant la Chine, la Russie et quatre pays d'Asie centrale : Kazakhstan, Ouzbékistan, Kirghizie et Tadjikistan). S'il fallait y voir une forme de menace turque à l'endroit de l'UE, il est certain qu'Ankara pourrait désormais s'engager dans une nouvelle option et tourner le dos à une Union européenne réticente. En outre, « l'économie de la Turquie est clairement plus dynamique que celle de l'UE. Sur la période 2010-2011, la Turquie a connu une croissance annuelle de 5,2 %, soit plus que le Brésil, la Russie ou la Corée du Sud » (cf. *La Tribune*). En outre, selon la Direction du Trésor (ministère des Finances et des Comptes publics), l'économie turque, qui a enregistré une croissance de 4 % de son PIB en 2013, reste robuste avec une progression de 4,3 % au 1^{er} trimestre 2014.

C'est bien en Turquie, le 1^{er} décembre 2014, que le président russe Vladimir Poutine, lors de sa visite officielle a annoncé l'arrêt de *South Stream* en accusant la Commission européenne d'avoir entravé le déroulement du projet entraînant la Bulgarie à suspendre ses travaux en raison de la pression de l'UE et aux sanctions successives européennes et américaines déclenchées en réponse à la crise ukrainienne.

Un tel changement de donne est évidemment une aubaine pour la Turquie, devenant le vecteur du nouveau tracé. Il en résultera pour Ankara des importantes répercussions au plan géopolitique puisque la Turquie serait de fait arrimée à l'axe eurasiatique. En revanche, c'est une très mauvaise nouvelle pour les dirigeants serbes qui se faisaient forts d'intégrer l'Union européenne, tout en demeurant au sein d'une alliance maintenue avec Moscou, les bénéficiaires locaux de *South Stream*. Pour Belgrade, dans ce scénario, le ralliement au nouveau pivot énergétique turc impliquerait de faire *sine die* le deuil de son projet d'adhésion à l'UE. Ce sera sans doute un séisme pour les formations politiques serbes au pouvoir qui ont associé leur destin à l'entrée dans l'UE sans mesurer toutes les conséquences centrifuges de la crise ukrainienne.

Que veut Berlin ?

On pourrait évidemment imaginer au début une autre option caractérisée par l'espoir du retour au réalisme pour les dirigeants de l'Union européenne. Toute la difficulté du scénario tient dans une seule question : quelle est l'orientation actuelle de la chancelière Angela Merkel ? On sait que la société civile, la presse et les formations partisanes allemandes ont été traversées par un véritable débat sur la crise ukrainienne, la politique de sanctions et la relation avec la Russie. On sait aussi que l'opinion publique allemande n'est pas en phase avec ce que l'on pourrait appeler un raidissement du bloc occidental face à Moscou. Pour autant, il faut savoir que si le ministre allemand des Affaires étrangères, issu du SPD (héritier de l'*ostpolitik* de Willy Brandt) apparaît garant d'une ligne conciliante, Angela Merkel aurait désormais rallié l'option la plus intransigeante. Or, de nombreux



observateurs prédisent que la conjoncture économique allemande pourrait être marquée par une détérioration des indicateurs résultant de la mise en œuvre des sanctions s'avérant coûteuse pour l'Allemagne. Dans le système actuel de coalition, cette divergence d'appréciation pourrait devenir un facteur de crise gouvernementale. Convenons cependant qu'il faut prendre au sérieux le tournant turc de Vladimir Poutine susceptible d'ailleurs de remettre en cause le « néo-ottomanisme » en ce sens que la Turquie demeurerait un acteur-clé au plan régional mais serait entraînée dans un ensemble géopolitique plus vaste.

En faisant un cadeau énergétique à la Turquie, il est évident que Vladimir Poutine changerait significativement le jeu et, loin d'être en position de faiblesse, prendrait ainsi une position stratégique, fondée sur l'anticipation et l'art de la surprise. Dans le schéma *Turk Stream*, la Turquie devient un élément décisif de la stratégie eurasiatique qui la connecte aux nouvelles routes de la soie. La Turquie pourrait aussi continuer à mettre en œuvre sa stratégie de *soft power* – tout en demeurant associée à d'autres acteurs comme la Russie et la Chine – y compris militairement. Certes, la Turquie demeurerait une puissance régionale, mais désormais elle s'inscrirait dans un grand jeu à spectre géopolitique beaucoup plus vaste.

Reste à savoir en pareil cas, si la Hongrie et la Serbie vont se désolidariser de l'UE. Pour la Serbie, la question demeure complexe notamment pour la normalisation du dialogue entre Pristina et Belgrade, appuyée fortement par l'Allemagne et qui demeure le sujet épineux belgradois. Quant à la Roumanie et à la Bulgarie, elles sembleraient s'installer durablement dans le choix du partenariat euro-atlantiste.

Nouvelles questions stratégiques

La décision prise par Moscou de ne pas participer à la rencontre programmée par l'UE, ce 9 décembre, entérine la fin de *South Stream* et la mise en œuvre d'une nouvelle donne énergétique dont la Turquie devient dès à présent l'épicentre. Cette nouvelle configuration moins avantageuse pour l'UE apparaît comme la double conséquence de la poursuite des sanctions et d'un durcissement observé de la politique de la chancelière Merkel à l'endroit de Moscou. Ajouté aux difficultés résultant de l'attitude de la Commission de Bruxelles entraînant le renoncement de la Bulgarie, Moscou a pris de vitesse ses interlocuteurs en se redéployant prestement sur un nouvel axe qui acquiert de ce fait une signification géopolitique décisive.

À l'évidence, si on pouvait supposer, il y a encore quelques jours, un coup de *bluff* visant à assouplir la position européenne et allemande, cette hypothèse est désormais définitivement caduque. Elle pose de nouvelles questions stratégiques quant à l'avenir de la région balkanique concernée au premier plan par cet abandon *sine die* de *South Stream*.



Quel type de rattrapage peut leur proposer Moscou dans un environnement marqué à présent par la prééminence de la Turquie ?

Comment les gouvernants de Belgrade feront face à cette onde de choc, alors que l'agenda de l'élargissement ne permet pas de miser à brève échéance sur une intégration au sein de l'UE ?

La Russie proposera-t-elle à Belgrade de l'insérer dans une nouvelle dynamique énergétique qui requerra de sa part un rapprochement avec Ankara ?

Comment la Serbie pourra-t-elle poursuivre sa politique d'équilibrisme à l'égard de Bruxelles et de Moscou ?

Comment l'Allemagne pourra-t-elle peser sur la recomposition des Balkans dans un contexte totalement bouleversé par ce changement de donne ?

Beaucoup de questions se posent quant aux positionnements respectifs de la Bulgarie, de la Croatie, de la Serbie, de la Hongrie et même de l'Autriche. Entre les alliances historiques et structurantes (Serbie–Russie), les allégeances conjoncturelles (projets d'adhésion à l'UE), les allégeances durables (appartenance à l'Otan et atlantisme accentué de la Roumanie et ralliement de la Bulgarie), une nouvelle ère commence. On notera que l'évolution de la Turquie, qui dans un passé proche pouvait être considérée comme une pièce forte de l'Otan, peut être génératrice de surprise si elle s'inscrit dans un axe eurasiatique et poursuit son rapprochement stratégique avec l'Organisation du Traité de Shanghai.

Au-delà du volet gazier et de la crise ukrainienne, on mesure bien que nous assistons à une véritable recomposition des équilibres géopolitiques et à l'émergence de nouveaux axes. Cette nouvelle donne impactera profondément et durablement non seulement la région balkanique mais l'ensemble de l'UE et au-delà, le « bloc occidental ».

Élément de bibliographie

« Et si la Turquie menaçait l'UE de se tourner vers l'Est » in *La Tribune*, 31 janvier 2013
(www.latribune.fr/actualites/economie/international/20130131trib000746152/et-si-la-turquie-menacait-l-ue-de-se-tourner-vers-l-est-.html).